COMESA-EAC-SADC : vers une zone de libre-échange

@rib News, 02/08/2014 – Source Xinhua – Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Common Market for Eastern and Southern Africa - COMESA), la Communauté est-africaine (East African Community - EAC) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (Southern African Development Community - SADC) envisagent de mettre en place une zone de libre-échange tripartite (ZLET). Les négociations sont en cours de finalisation, a déclaré vendredi le secrétaire permanent au ministère burundais à la Présidence chargé des Affaires de l'EAC, Jean Rigi, qui s'exprimait à l'approche d'une réunion préparatoire tripartite, prévue le 4 août à Bujumbura.

Selon M. Rigi, la zone de libre-échange pourrait être lancée en 2015, vu l'avancement des négociations. "Si tout va bien, en l'an 2015, on devrait formellement, au niveau des instances habilitées et après les conclusions de l'arrangement tripartite, lancer officiellement ce bloc commercial qui regroupe 26 pays", a expliqué M. Rigi. "De par sa position géostratégique, le Burundi est considéré comme une plaque tournante à la croisée de plusieurs communautés économiques régionales (CERs). Cette position lui confère nécessairement un statut d'ouverture tous azimuts. C'est en fonction de cette ouverture que le Burundi a préféré se focaliser sur la COMESA-EAC-SADC, une zone tripartite de libre-échange", a-t-il affirmé. Pour lui, la construction de la ZLET offre multiples avantages au Burundi. Par exemple, a-t-il noté, dans le cadre de l'union douanière, l'EAC peut aller négocier avec le COMESA ou la SADC en faisant une offre tarifaire sur base des réalités burundaises et cela conformément à la constitution Est-Africaine. "Le Burundais, qui a des affaires à faire, une entreprise montée chez nous, auraient désormais accès à un grand marché régional. Vous comprenez donc que nous passons d'un marché national de 8,9 millions d'habitants à un marché de 135 millions dans l'EAC, pour atteindre un marché de 600 millions d'habitants avec le futur bloc COMESA-EAC-SADC", a relevé M. Rigi. A travers ce vaste marché régional, le Burundi gagnera en bénéficiant des transferts de technologies pour pouvoir produire des articles compétitifs, a-t-il noté, qualifiant transfert des technologies de leitmotiv national. "Prenez par exemple un cas très simple du manioc. Vous faites une petite usine de transformation. Vous vérifiez auprès du Bureau Burundais de Normalisation (BBN) si la qualité de la farine remplit les normes au plan hygiénique, vous mettez à sa sous un bel emballage et vous pouvez vendre probablement sur 40 pays sur les 56 que compte le continent africain. C'est à l'ouverture par rapport à ce volet de développement industriel", a-t-il illustré. Selon M. Rigi, le Burundi est à l'aise face cette ouverture consacrée par l'intégration régionale, y compris même sur le plan linguistique, puisque les langues entrées au niveau de la tripartite sont l'arabe, l'anglais, le français et le portugais.